

C.I.R.A.

T2137-367-4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

hebdomadaire

N° 367 JEUDI 18 SEPTEMBRE 1980 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

ECOLE LIBRE

SANS EGLISE et SANS ETAT



... Effectifs, privatisation, sélection, budget, décervelage, sélection...

Editorial

Comme tous les ans à la même époque, la rentrée scolaire constitue le grand événement social du moment. Trois cent mille instituteurs, 250 000 professeurs, 300 000 agents et personnel administratif, quand tout ce petit monde se remet de nouveau en branle, direction la plus grande usine de France, cela passe difficilement inaperçu.

Cette année, comme à l'accoutumée, la rentrée se place tout entière sous le signe de la grogne. Il faut dire que les sujets de mécontentement ne manquent pas. Sous prétexte de crise économique et de tassement démographique, le gouvernement ne se prive pas pour développer une offensive généralisée contre les travailleurs de l'Education. Des classes sont fermées et d'autres surchargées, les auxiliaires sont taillables, corvéables et licenciables à merci, le prétendu maintien du pouvoir d'achat est rongé par l'inflation... Fait nouveau, l'offensive se développe également en direction de ceux que Barre a récemment qualifiés de nantis, c'est-à-dire les titulaires.

C'est ainsi que pour la première fois, les nouveaux certifiés vont se trouver mis à la disposition des recteurs pendant deux ans. En clair, cela signifie qu'on pourra les affecter ici et là à des tâches de remplacement traditionnellement réservées aux seuls auxiliaires. De toute évidence, on s'oriente à grands pas vers la notion de titulaires mobiles, qui signifiera que les enseignants seront titulaires de leur fonction mais non de leur poste. Dans ce cadre, on pourra déplacer les gens pour un oui... ou pour un non. Inquiétude, donc, dans les rangs des salariés de l'Education. Inquiétude amplifiée par l'étalement de la rentrée scolaire du 9 au 29 septembre, qui est vécu comme le prélude à une nouvelle politique de gestion des personnels de l'Education. Le député UDF, G. Longuet, n'a-t-il pas le projet, par le biais d'une régionalisation de l'Education, d'arriver à une certaine privatisation de l'Ecole qui verrait cette dernière subir la loi d'airain du patronat local ?

Face à cela, les organisations syndicales des travailleurs de l'Education poussent leurs petits cris de putois habituels. Grands discours assortis de menaces du genre « retenez-moi ou je vais tout casser », grèves nationales ou tourmentes d'une journée... le cirque rituel ! Une nouveauté cependant dans le scénario : la guéguerre que le PCF et le PS se mènent par syndicats interposés. Au bout du compte, le résultat sera bien évidemment encore le même. Les chiens de garde du capital aboieront en ordre dispersé au lieu d'aboyer en

chœur, mais la caravane de l'oppression et de l'exploitation continuera de passer !

Une rentrée contre les autres, donc, que cette année 80. Une rentrée où les grands absents seront une fois de plus 10 700 000 mômes qui vont retrouver le chemin de l'école. Eux, la chair et le sang dont se repaît cette gigantesque usine qu'est l'Education nationale, on ne les entend bizarrement jamais. Leurs chuchotements sont couverts par les cris des esclaves salariés de l'Education. Au fond, ce qu'ils ont à dire n'intéresse personne. Pensez, s'il fallait prendre en considération la sinistre réalité de bambins aux tripes nouées par la peur ou celle d'adolescents au regard éteint, aux épaules voûtées par l'ennui, résignés à repartir pour un an sur les rails bien huilés d'un présent sans avenir... ce seraient des coups à se flinguer et, à tout le moins, à remettre en cause l'institution scolaire elle-même. Indispensable ! Vaut mieux faire comme si l'échec patent de l'institution-école (privée ou d'Etat) n'existait pas. Le réveil ne sera que brutal. Les chuchotements du moment deviendront un jour des clameurs. Les murs gris de l'école, ce lieu sinistre figeant l'enfant dans le temps et l'espace, retentiront alors de chants insurrectionnels. Ce jour-là, les vrais problèmes seront enfin posés. La destruction de l'Ecole sera à l'ordre du jour et relèguera une bonne fois pour toutes au magasin des souvenirs les rentrées scolaires et leurs cortèges de lamentations.

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNES : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULINS
ARDÈCHE : AUBENAS
AUBÈ : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
DOUBS : BESANÇON
EURE : ÉVREUX
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIROUDE : BORDEAUX-CADILLAC
HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : ST. ÉTIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS

NORD : LILLE-VALENCIENNES
OISE : CREIL
ORNE : LA FERTÉ-MACÉ - FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 - BIARRITZ
HT-RHIN : MULHOUSE
RHÔNE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
SOMME : AMIENS
VAR : RÉGION TOULONNAISE
VENDÉE : GROUPE LIBERTAIRE VENDÉEN
HTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTRouGE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

Laval, Metz, Saintes, Thonon-les-Bains, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Soissons, Vierzon, Bégard, Cércaire, Brest, Cannes, Laon, Orléans, Le Mans, Parthenay, Le Vigan, St. Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St. Brieuc, Bas-Rhin, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche-sur-Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Angoulême, Hémin-Beaumont, Hyères, La Seyne-sur-Mer.

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex
 Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Groupe Libertaire d'Angers (E. Reclus) : tous les mercredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 bd Eugène Pierre à Marseille

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueue

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tel. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h. à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h. au local « salle communautaire du moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tel. (23) 80-17-09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h. 3 rue Ternaux Paris 11^e

COMMUNIQUÉS

La liaison Le Mans appelle tous les sympathisants du Mans à le contacter en vue de la création d'un groupe, et/ou les sympathisants de la Sarthe en vue de la création d'une coordination départementale, (tout dépendant des possibilités).

Une liaison professionnelle sur le groupe ORTF est en voie de formation. Pour tout contact s'adresser aux R.I..

Un groupe se constitue aux Ulis. Que ceux qui veulent lutter pour l'anarchisme prennent contact par l'intermédiaire des R.I. ou auprès des militants sur le marché, tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h.

Le groupe d'Evreux reprend ses activités et appelle les libertaires d'Evreux et sa région à le rejoindre en le contactant par l'intermédiaire des R.I. ou en écrivant directement (voir liste des groupes).

Les thèmes abordés sont : le nucléaire, la militarisation, soutien à la lutte des insoumis. Des interventions sont prévues sur chacun de ces thèmes ainsi que sur le problème du Larzac.

Une permanence sera tenue samedi 20 septembre, salle n° 1, derrière la mairie de 14 h. à 19 h.

Les sympathisants libertaires d'Épinay-sur-Seine ont cessé, fin juin, la diffusion du Monde Libertaire à la gare SNCF d'Épinay-Villetaneuse (tous les vendredis à 17 h.) ; ils ne la reprendront qu'en début octobre 1980.

A tous les camarades intéressés par le journal, vous pouvez vous le procurer dans le kiosque de la gare.

Sur Pont Aude-Mer et proche région, les personnes désireuses de fonder un groupe libertaire pour intervenir dans cette partie de la Normandie, peuvent écrire aux R.I.

Nous vous annonçons la création d'un second groupe F.A. à Marseille, groupe anarchiste quartier nord. Les personnes intéressées par ce groupe peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I.

Tous les individus intéressés par la formation d'un groupe sur Châteauroux peuvent contacter les R.I. qui transmettront.

Le groupe Sevrans-Bondy organise une réunion d'information sur

KROPOTKINE

SAMEDI 27 SEPTEMBRE à 15 h
 au Centre Alfa
 3 allée des Pensées à Bondy
 Bus 147 - arrêt Pasteur

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (M^o Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

GALA 8 octobre de soutien au MONDE LIBERTAIRE

avec **Bernard LAVILLIERS**

Billet de soutien : 35 F en vente à la librairie et auprès des militants.

Billet d'entrée : 40 F fnac et librairies parallèles.

Billet d'entrée : 50 F le jour du gala.

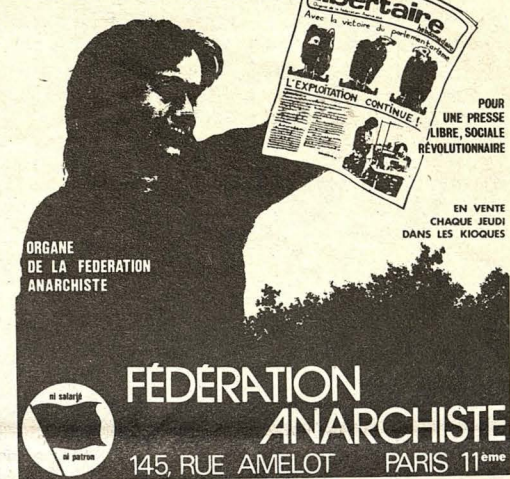
Fédération Anarchiste
 3, rue Ternaux 75 011 PARIS

Au-dessous de 10 exemplaires 2 F l'unité

Pour la propagande, selon vos moyens

Ne pas oublier les frais de port

Lisez le MONDE LIBERTAIRE hebdomadaire



Affiche éditée par Publico

0,50 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires (Frais de port compris pour la province).

2,00 F l'unité au-dessous de 10 exemplaires

SOMMAIRE

PAGE 1 Editorial
PAGE 2 Activités F.A.
PAGE 3 En bref
 Amis lecteurs
 Pologne : un clou chasse l'autre
 Marche et crève
PAGE 4 Les sectes

Manufrance...
PAGE 5 Barre prépare le terrain...
PAGE 6 Informations Internationales
PAGE 7 Livres
 Spectacles
 Bande dessinée
PAGE 8 La classe ouvrière polonaise

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris
26 n°	95 F	110 F	150 F	Tél. 805.34.08
52 n°	180 F	210 F	280 F	ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Reglement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

La coordination régionale des comités anti-nucléaires de Golfech organise un rassemblement, les 26, 27 et 28 septembre 1980, sur le site ; en cas de pluie, sous le hall Jean Baylet-Valence d'Agen. Au programme : du théâtre, des films, des chansons, des débats et bien sûr du rock.

La librairie et galerie *Alinéas*, rue Félix Pyat (à côté de la Bourse du travail), à Toulon, comporte un rayon sur l'anarchisme. Qu'on se le dise !

Trois militants de la CNT d'Auch ont été condamnés à 600 F (chacun) d'amende pour dégradation d'édifices publics et collage d'affiches (loi sur l'affichage).

Sat-Amikaro donnera des cours gratuits d'espéranto à partir du 1^{er} octobre, à la Bourse du Travail de Paris, à 18 h 30, salle des commissions 5 A.

Les 19 septembre - Nétreville : 21 h, 20 septembre - Place St Taurin : 17 h, et 21 septembre - Place de Navarre : 15 h, la MJC d'Evreux, vous invite à la fantastique aventure de *La Guerre Chose*, une création du théâtre MEGA-POBEC, un spectacle de plein-air, gratuit.

— *La Guerre Chose* : l'histoire est celle d'un conte populaire, à la fois réelle et fantastique.

Dans un village sans âge nommé Bergamote, un simple d'esprit qui dialogue avec les voix de la montagne, va être à l'origine d'une incroyable rumeur : la chose va arriver.

La chose ? La chose est là ! Qui est-elle ? Quelle est cette chose dont personne n'a vu la forme ni n'a senti l'odeur, mais dont chacun redoute la présence ? Quelles sont ses intentions ?... Doit-on la fêter, la prier, la chasser ou la craindre ?...

Un spectacle de qualité à ne pas manquer.

COMMUNIQUÉ

La Fédération Anarchiste dénonce la prise de pouvoir de l'armée turque, le 11 septembre 1980, sous couvert de stabilisation et de remise en ordre politiques dans le pays.

L'armée, une fois de plus, sert les intérêts de la classe dirigeante et de l'impérialisme. Elle interdit les activités syndicales et politiques, emprisonne les militants d'opposition.

La F.A. condamne cette intervention militaire qui asservit davantage le peuple turc. L'Institution militaire est le dernier rempart de tout Etat, de toute bourgeoisie. C'est en luttant aussi contre toutes les armées que les peuples pourront s'émanciper réellement.

FEDERATION ANARCHISTE (secr. aux Relations Internationales)



Amis lecteurs...

Comme nous vous l'avons annoncé la semaine dernière, nous allons organiser un concert avec Bernard LAVILLIERS, pour nous aider à financer les travaux de notre future librairie, au 145 de la rue Amelot, Paris 11^e.

Le concert se déroulera le mercredi 8 octobre, à 20 h 30, à l'HIPPODROME de la PORTE DE PANTIN, à Paris. Il est pour nous capital que ce soit une réussite, car ce sont plus de 100 000 F que nous devons investir pour son organisation. En cette période, où nous faisons déjà un effort financier pour l'acquisition de notre nouveau local, nous ne pouvons pas nous permettre un échec.

C'est pourquoi nous vous demandons de parler autour de vous de ce concert, d'inciter vos amis à y assister, de nous indiquer le plus rapidement possible les noms et les adresses de librairies, maisons de disques, etc., susceptibles de diffuser nos billets.

De la réussite de ce gala dépend, en partie, la finition des travaux. Pour en rembourser les frais d'organisation, il nous faut 3 500 entrées ; pour payer la devanture, il nous en faut 5 000. A vous tous, amis lecteurs, de nous les procurer.

Billets d'entrée :

35 F (bon de soutien), 3 rue Ternaux et auprès des militants F.A. ;

40 F, dans les librairies ;

50 F le soir même, à l'Hippodrome.

Les administrateurs
Pascal BEDOS - Hervé TRINQUIER

POLOGNE :

UN CLOU
CHASSE L'AUTRE !

La situation polonaise occupe de moins en moins la une des journaux, ces dernières semaines. Il y a des choses plus intéressantes ailleurs, et on se lasse de ces ouvriers polonais, toujours en grève depuis deux mois et demi. Même les choses les plus importantes et les plus extraordinaires, si elles durent trop longtemps, finissent par ennuyer, et disparaissent peu à peu dans la grisaille. Le limogeage en douceur de Gierek, seul, a accroché pour quelques temps tous les journalistes.

Ainsi donc, Gierek, après dix ans de bons et loyaux services, est écarté, pour n'avoir pas su maîtriser la situation l'été dernier, et parce qu'il s'est révélé complètement discrédité auprès de la population. Son intervention télévisée du 18 août, notamment, était tombée complètement à plat et n'avait rencontré aucun autre écho qu'indifférence ou incrédulité parmi les grévistes. C'est d'ailleurs tout le Parti qui est complètement discrédité et qui ne représente plus, pour les Polonais, qu'une caste de privilégiés. Le remplacement de Gierek ne condamne pas sa politique de négociations et de concessions : son successeur en avait été l'un des plus fervents partisans. C'est son échec en tant que personnage, son échec personnel dans le pays qui lui a valu cette mise à l'écart. Kania, qui le remplace, cherche avant tout à essayer de faire remonter la popularité du Parti, quasi inexistante à présent. Pour cela, il s'efface complètement derrière sa fonction. Il n'est pas Kania, chef de la Pologne, entouré de louanges dans toute la presse, il est le premier secrétaire du Parti Ouvrier Unifié polonais. Il apparaît très peu à la télévision, où ses discours sont lus par un speaker. Bref, il est le modèle opposé du culte de la personnalité à la polonaise que cultivait si bien Gomulka, et que Gierek avait commencé à utiliser pour lui ces dernières années. Kania n'a pas de mal : il était un apparatchik important, mais toujours dans l'ombre, et pour les Polonais il est un inconnu.

Kania et son équipe ont commencé immédiatement deux choses : rassurer les Russes, et tenter de calmer les ouvriers. Les déclarations « dans la ligne », les voyages à Moscou de hauts bureaucrates, montrent le désir d'obtenir l'appui du Kremlin. Pour les ouvriers, le premier secrétaire se voit obligé de faire de vulgaires tournées de propagande, comme Marchais, dans les régions les plus chaudes et les plus combattives, en août dernier. Les résultats semblent assez maigres.

La Pologne du travail est toujours aussi agitée. Si les grands centres (Gdansk, Szczecin, la Silésie) qui ont obtenu en premier les syndicats libres et autres

concessions du pouvoir, semblent assez calmes, dans le reste du pays, l'agitation demeure. En fait, tout le monde, dans toutes les branches d'activité, manuelles ou intellectuelles, veut des syndicats libres. Dans l'éducation, l'industrie lourde, le commerce, etc. les syndicats libres fleurissent et rassemblent la grande majorité des travailleurs qui quittent en masse les anciens syndicats trop compromis. Parfois même, ils vont plus loin : certains syndicats libres se prononcent clairement pour l'unité syndicale, se prononçant donc, implicitement, pour la dissolution des syndicats officiels. De leur côté, ceux-ci n'ont plus qu'à proposer une « révision démocratique de leur fonctionnement » bien tardive et inefficace, et à mettre au maximum les bâtons dans les roues de leurs nouveaux et très dangereux concurrents.

Les grèves encore nombreuses mais localisées qui ont lieu maintenant visent en fait à étendre à tout le pays, les accords de Gdansk. Ce sont des grèves dirigées contre la bureaucratie locale, du Parti et des syndicats officiels, qui emploie toutes ses ressources pour garder intacts ses privilèges. Si le sommet de la hiérarchie est « favorable », pour l'instant, aux syndicats libres, les plans régionaux et locaux, une grande partie du moins, semble vouloir résister à tout prix. Mais la pression ouvrière est toujours aussi forte, et la lutte est chaude.

Pour finir sur une note pessimiste, il faut mentionner, à côté de ces sabotages de la bureaucratie au pouvoir, l'influence catholique importante et la menace bureaucratique sur les syndicats libres. Ce sont des points noirs qui montrent une possibilité de récupération, par le pouvoir, de ces organismes de représentation ouvrière. L'influence catholique est partout visible, depuis la foi affligée d'un grand nombre de travailleurs, jusqu'aux crucifix qui garnissent les locaux des syndicats autogérés. Quant à la nouvelle bureaucratie, elle frappe déjà à la porte : à côté de l'entrisme forcené des membres du Parti et des anciens permanents du syndicat officiel, il y a la décision du syndicat libre de Gdansk de nommer un permanent pour 1 000 adhérents. Mais les ouvriers sont conscients de cette menace. Seuls, les « spécialistes » (avocats, etc.) seront permanents. Les délégués des travailleurs, chargés du contrôle, continueront eux à travailler au moins à mi-temps, comme ouvriers.

Si les dangers qui menacent les syndicats libres sont nombreux, les travailleurs les défendent activement. L'évolution future de ces syndicats nous dira s'ils ont réussi à en sauver l'idée originelle.

WIEBIERSKI

MARCHE ET CRÈVE !

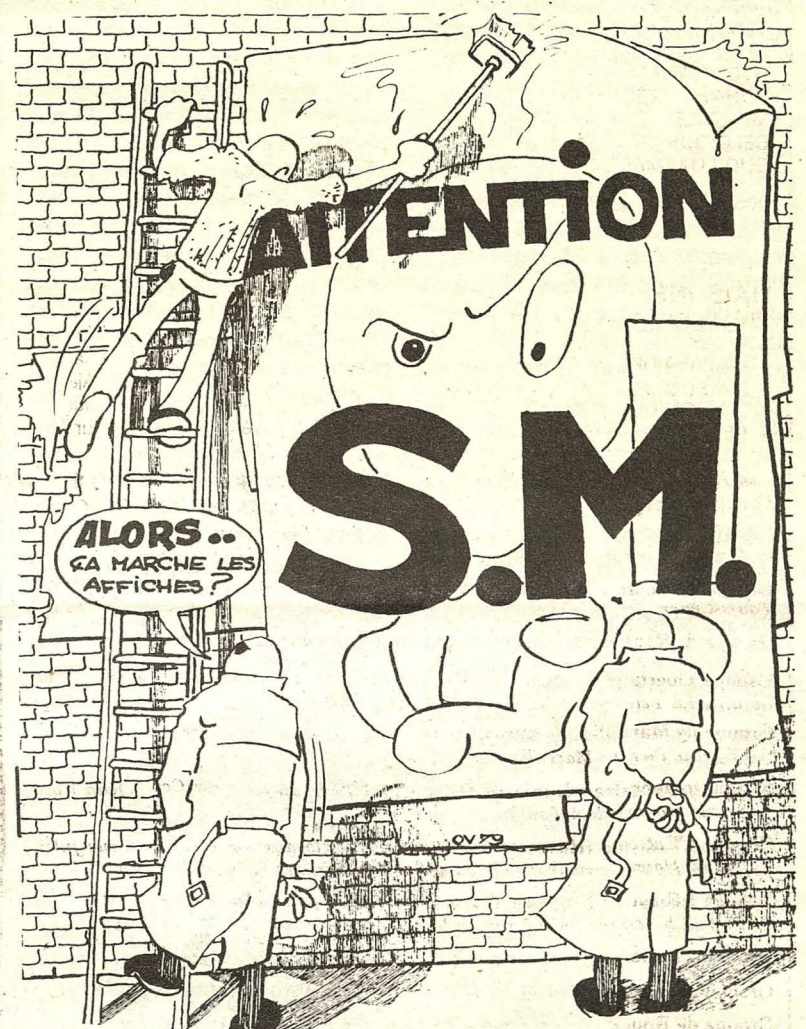
CONFERENCE de Presse, ce lundi 8 septembre, dans les locaux de la Ligue des Droits de l'Homme, concernant un accident survenu à Nouméa, le 9 janvier 1980 : trois militaires de la 3^e section du 2^e RIMA - le Mans, sont morts au cours d'une marche, dite d'accoutumance (entendez forcée).

Jacques SIMON, Thierry GOUT et Marc le PESQUER - en excellente santé pourtant, et accoutumés aux chaleurs (il faut dire que janvier, là-bas, c'est l'été), l'un étant né au Cameroun, un autre ayant vécu à Djibouti, n'ont pas résisté à la folie meurtrière de leurs « supérieurs » les faisant crapahuter un mercredi, après un lundi de marche « commando », un mardi de terrassement sur toute la journée pour l'un, de cross de 25 Km pour les deux autres, plus une nuit (blanche) de renfort de garde (parfaitement inutile) pour Marc,

bat, qu'ils soient assurés de notre soutien fraternel.

La Ligue des Droits de l'Homme (et du Citoyen) patronne le Comité Droits et Libertés dans l'Institution Militaire. Créé en juin 1978 (même adresse que la LDH : 27, rue Jean Dolent, 75014 Paris), le CDLIM comprend trois commissions sur le problème militaire : les accidents à l'armée et les problèmes d'hygiène et de sécurité ; la Sécurité militaire : une police politique (*texto*) ; idéologies et pratiques d'extrême-droite dans l'Institution militaire.

A souligner également que



la veille du fameux crapahut. Rien ne manque à ce dossier : les délais d'évacuation des mourants : 2 h 10 (ambulance en panne, R16 réservées aux officiers et qui, donc, restent au garage) ; « RAS » répétés à la radio durant la marche, malgré l'évanouissement de trois soldats... ; refus d'information (usuel) aux parents apprenant le décès à la radio ; etc...

Un meurtre, « bel et bien », écrit-on distraitemment. Il est intéressant de noter que deux des trois familles se portent plaignantes « contre X » (ben voions), avec tentative de constitution de partie civile, ce qui semble difficile - pour le moins -, face à l'armée possédant sa « propre » juridiction, les TPFA, l'une des principales cibles du CDLIM (voir plus loin).

Les familles reçoivent par Bourges (pour obtenir l'indispensable autorisation de voir les copains de section de leur fils - entretien qui aura lieu en présence d'un haut gradé...), celui-ci tentera de noyer le poisson en leur offrant des billets pour Nouméa et en leur « renouvelant ses condoléances »... N'ont pas eu l'air d'avoir apprécié, les parents ; de par leur courage dans ce com-

d'embée, à cette conférence, un avocat de la LDH dénonça le seul but d'implantation de ces camps d'entraînements (en Nouvelle Calédonie, Polynésie, Guadeloupe, à la Martinique, la Réunion...), parmi les plus durs avec la Corse : réprimer quand il le faut la population locale (de laquelle ils sont soigneusement tenus à l'écart), et assumer ainsi la « domination coloniale française (...) dans ces miettes de l'Empire ». Voilà qui est voir clair et parler net !

Le CDLIM a créé le Rassemblement National pour la vérité sur les « accidents » à l'armée (pour tout contact : Yvon MIOS-SEC, BP 1123, 76 016 Rouen cedex), regroupant les familles de soldats-victimes (pléonasmisme ?) qui se battent depuis plusieurs mois, et pour certaines depuis des années, pour qu'éclate la vérité. Ce Comité a publié, sous l'intitulé *Morts pour rien*, une liste impressionnante des assassinés par l'Institution militaire, longue, longue... et loin d'être close. Publication également d'un dossier sur la sécurité militaire, pas triste non plus, avec témoignages, photocopies de fichiers, et tout.

Claude LE NOIR

LES SECTES

P LUS ça va, plus le vocabulaire classe l'individu. Le look commence avec le mot. Tu peux te saper mode avec des petits escarpins, des petits bènes, soit tantouzes, soit faits pour chier dedans, ta coupe de douilles bien propres, que si je m'étais toujours coiffé comme ça, y aurait jamais eu de conflits de générations ! Mais si tu sais pas placer le mot mode au moment où y faut, tu passes pour un con et pour un grosier ! En plus, comme maintenant on a nettement l'impression que le mot d'ordre c'est de pas faire de vagues, je commence à avoir sérieusement le traczir, quand je me pointe dans une partie, avec ma gueule de deux points ouvrez les guillemets « vieux baba écroulé », « routard qu'arrivera jamais », « alcoolo » etc, fermez les guillemets. C'est les jeunes qui relancent l'ordre moral ! Fallait que ça arrive avec cette manie du clean et le jogging qui les fait tous ressembler à des cadres. Les jus de fruits, les baskets... Mens sana in corpore sano Arbeit Macht Frei... Bientôt, dans les rues, des milices de jeunes cons en rollerskate avec la stéréo sur les esgourdes, en train de traquer le vieux dégueulasse qui picole peinarde une petite mousse : « ...Papa, arrête de fumer ton joint où j'appelle mes copains... ». — « Tiens, prend ça, petit con... Mais dis donc Florence, on n'a pas fait mai 68 pour se taper des mômes pareils ! ». L'ambiance dans les foyers !!

Et les écolos qui sont à la base de ce mouvement qui rigolent béatement comme des curés... La bouffe végétarienne bio-macro de mes couilles qui rend verdâtre et pisse-froid que c'en est insupportable... Tu rentres dans un restau, tu sais pas qu'il est végétarien, tu fais pas gaffe, tu demandes une andouillette-frites, on te prend pour un plouc, on te dit que c'est pas le genre de la maison, tu vas pour te casser, ont te dis, *mais, vous n'avez qu'à reprendre deux fois du gratin aux poireaux...* Mangez pas avant de communier, vous reprendrez deux fois de l'hostie... Et ma main dans la gueule, dis, véreux ! J'suis pas violent, mais la connerie n'excuse pas tout. Z'avez pas remarqué le renouveau des sectes ? La faute à qui ? Aux croyants de toute sorte. La croyance, c'est la plaie qui ne demande qu'à se rouvrir pour faire couler sa purulence ! Je sais, j'aurais pu choisir une image d'un meilleur goût, mais je ne crois pas au bon ou au mauvais goût. Parce que chacun son goût. Chacun de nous est déjà une secte à lui tout seul, alors faudrait pas trop déconner à vouloir se mettre entre soi parce qu'on est des adorateurs

de l'oignon, ou qu'on aime tous ensemble, comme un gros tas de chouette copains, le cul de la nénette qui sert au bar-tabac *Le Rallye*. Parce que moi je vous en monte une centaine. Pas des nénettes, cons, des sectes. Tiens l'autre jour, à la station Plaisance, j'achète un carnet de bifetons de métro. La nana qui m'a servi, elle avait une paire de roberts, je ne vous dis que ça... J'sais pas combien de gus elle a dû servir dans ses huit heures de turf, mais ça doit en faire un petit paquet. Ben dans le tas, doit bien y avoir une bonne cinquantaine qui ont eu le coup de cœur pour ses doudounes ; alors, qu'est-ce que je fais, moi, si je veux monter une secte ? Aussi sec, je fais une petite annonce que j'envoie à *Libé*, l'organe des sectes libérées : *que ceux qui ont eu le panais aussi raide que le mien avec la nana préposée aux tickets, à Plaisance, le 18 juin dernier, me fassent signe, on fera des messes noires avec notre vierge...* Signé : un croyant... Tu vas voir le nombre de réponses. Parce qu'il faut compter avec ceux qui ne l'ont pas vue mais qui veulent pas passer à côté d'un bon coup... Alors moi je me marre. J'ai jamais pu piffer l'ambiance mouton. Ça se termine toujours par un méchoui. Je sais, l'allusion est fine. Merci.

Alors, pour en revenir à ce que je disais au début sur ces petits cons qui nous filent des modes d'emploi, des bibles, des grigris et autres conneries, faudrait peut-être qu'ils nous les laissent un peu pendre... Et avant de venir me faire chier, ils feraient mieux de se demander qui fournit la coke... Parce que ça sniffa ça, madame... Au prix où est le gramme, c'est d'un chic fou dans les salons, quand on a fini de jouer *New York* au Forum ou à Beaubourg... Vous me direz, y'a toujours un papa ou un tonton qui est député ou promoteur pour tirer le lardon de la merde. De la shnouff à l'assemblée ? Non pas, mais dans les tabatières en argent, sur les guéridons Louis XV de ces messieurs, ça oui.

Sur ce, j'en ai marre de m'énerver, je vais me taper une branlette. Tiens, ça c'est une idée. La secte *Les Joyeux de la Veuve qui pleure...* J'suis sûr d'en ramasser un pacson de joyeux poignistes. Sur ce, bonne nuit. Bonne nuit, onc' Mickey !

P.S : je suis sûr qu'après m'avoir lu, y'en a qui vont être entièrement d'accord avec moi. Encore une secte !! Sans compter ceux qui vont pas être d'accord ! Qu'est-ce que je vous disais. A la pelle j'en fais, moi, des sectes !

Le billet de l'anti-France
Léon MOGADON

Malgré la « bonne volonté » de la gauche unie...

MANUFRANCE AU FOND DU GOUFFRE

Q UELLE farce sinistre que cette affaire Manufrance ! Depuis trois ans, les travailleurs de l'entreprise sont lanternés, promenés d'une manif à l'autre pour réclamer des sous à Giscard ; un PDG compétent, des investisseurs sérieux...

Les PDG valent, certains ne durant que quelques jours. Le Conseil d'administration se vide. Les trois derniers administrateurs viennent de démissionner pour mettre les actionnaires (surtout la MACIF) au pied du mur, lors de la décision finale, le 25 septembre, à l'assemblée générale. Quelques grands rapaces viennent, reniflent et s'en vont. Les politiciens de droite et de gauche se jettent à la tête les pires accusations.

L'affaire fait quelque bruit à la une des journaux et à la télé, plus que bien d'autres, et pourtant, elles sont nombreuses les entreprises qui « dégraissent » leurs effectifs (comme disent élégamment patrons et gouvernants), se restructurent ou déposent leur bilan.

C'est que la « vieille dame de St Etienne » avait su soigner sa renommée, en France et ailleurs, depuis sa fondation par Etienne MIMARD, en 1885. Celui-ci était un pionnier de la « société de consommation », et son catalogue a longtemps été un livre de chevet dans les campagnes. Et le *Chasseur français*, aux petites annonces célèbres, tire à 800 000 exemplaires.

Un cas unique

Par ailleurs, l'impact politique de l'affaire est évident puisque, fait sans doute

Gauche, qui préparait les élections municipales de 1977, en faisant campagne sur le thème « pour changer la vie, votez pour nous », dénonça ce plan avec vigueur. Mais, nous le savons bien, on ne change pas la vie avec un bulletin de vote et aujourd'hui, les effectifs sont tombés à 1 800 personnes. Les suppressions d'emplois - près de 2 000 - eurent lieu, avec l'approbation de la nouvelle municipalité encore actionnaire principale à cette époque. Ajoutons, pour achever le tableau, que les salaires ont été totalement bloqués depuis deux ans avec l'accord des syndicats. Mais ces sacrifices imposés aux travailleurs n'ont pas permis de « sauver » l'entreprise qui serait toujours, si l'on en croit les chiffres officiels, un véritable panier percé, les pertes atteignant chaque mois le milliard d'anciens francs.

La débâcle

En 1979, le bulletin municipal criait victoire : « Manufrance, disait-il, semble maintenant prête à connaître de nouveaux succès... ». Un an après, c'est le désastre. Pourtant, la municipalité avait fait des concessions de taille : acceptation des licenciements, caution à un prêt de quatre milliards d'anciens francs, retrait du Conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance, laissant la place à de nouveaux actionnaires (la MACIF, Equitas, Fabis). Mais il en est résulté une situation inextricable, bourrée de contradictions. La MACIF, dont le PDG est le communiste JUVIN, actionnaire principal de la nouvelle société



unique, un legs du vieux MIMARD, en 1944, avait permis à la municipalité de devenir actionnaire principal, avec 30% des actions. Et voilà qu'en 1977, de façon d'ailleurs inattendue, la gauche unie a conquis la mairie de la plus grande ville ouvrière de France, vidant de son fauteuil le député DURAFOUR, ex-ministre du Travail, puis des Finances, de Giscard.

Les paroles électorales s'envolent... Manufrance a trois branches d'activité : sa production propre (armes de chasse, cycles et machines à coudre) qui ne représente que 20% de son chiffre d'affaire, la vente dans les magasins et par correspondance qui concerne plus de 33 000 articles, et le *Chasseur Français*, secteur le plus juteux.

En 1977, 3 800 ouvriers et employés travaillaient à Manufrance, et au moins 8 000 sous-traitants fournissaient des pièces détachées et les articles commercialisés. Les difficultés apparurent en 1975, année où, pour la première fois, le bilan fut déficitaire. Le PDG de l'époque et la municipalité DURAFOUR établirent alors un plan prévoyant 1 000 suppressions d'emplois. L'Union de la

té, s'est retirée en catastrophe, en compagnie d'Equitas, du guépier où elle avait été entraînée, accélérant la débâcle. Ce qui conduisit la CFDT à proclamer, et le PSU à suggérer, que la MACIF a trahi les travailleurs.

Le gouvernement met, à un prêt éventuel de 15 milliards d'anciens Francs, des conditions qu'il sait irréalisables. Inspirées sans doute par les pouvoirs publics, les banques refusent tout crédit sans lequel toute entreprise, même prospère, ne peut tourner, et les fournisseurs font de même. Le patronat local, lui, se réjouit. Plus il y a de chômeurs, n'est-ce pas, plus la main-d'œuvre est docile et bon marché...

A qui profiterait la mise à mort ?

Selon les spécialistes, la cause initiale de cette situation résiderait dans l'incapacité des anciens propriétaires à réaliser à temps les investissements nécessaires, et à adapter le secteur commercial à la concurrence nationale et internationale.

Les implications politiques, les règlements de compte n'arrangent sans doute rien, mais faut-il aller jusqu'à dire, comme certains le suggèrent, que le gou-

vernement et la majorité veulent punir les Stéphanois pour avoir donné une claque à DURAFOUR ? Celui-ci n'est, après tout, qu'un politicien de moyenne envergure, et la bourgeoisie sait fort bien s'accommoder, en d'autres lieux, de la coexistence avec les politiciens de gauche, lesquels, de leur côté, savent rendre les politesses...

D'autres hypothèses ne sont pas à rejeter : celles de groupes financiers qui attendent l'heure de se partager les dépouilles et avoir l'énorme spéculation immobilière qui pourrait résulter de la libération de terrains fort bien placés, dans un quartier de résidence « à grand standing ».

Recherchons bon exploitateur

Quelles leçons pouvons-nous tirer de l'affaire Manufrance ? Tout d'abord, il n'y a aucune commune mesure entre les proclamations pré-électorales de la gauche et ses moyens d'intervention. Personne ne peut reprocher à la municipalité actuelle d'être responsable d'une situation dont elle a hérité. Mais le naufrage de Manufrance prouve, s'il en était encore besoin, combien il est illusoire de placer ses espoirs dans la pratique parlementariste, légaliste.

La gauche et les syndicats proclament que Manufrance peut et doit vivre. Ils réclament pour cela des subsides gouvernementaux, des investisseurs, une direction compétente, la réglementation des importations d'armes de chasse. Le PC brandit toujours son slogan imbécile « produisons français ». Il a préconisé la participation de Manufrance à la fabrication du nouveau fusil « clairon », cher à Bigeard... et à Séguy, et que produit actuellement la manufacture d'armes de St Etienne (la MAS, arsenal d'Etat, à ne pas confondre avec MF). Il a même été question, à une époque, de sortir un fusil anti-émeutes, destiné notamment à l'Afrique du sud ! Voilà jusqu'où peut conduire la pratique réformiste, la collaboration de classes, au nom du « maintien de l'emploi ».

Manufrance produit et vend beaucoup de choses utiles. Mais pouvons-nous défendre et vouloir développer certains produits caractéristiques de la société bourgeoise, telles les armes de grand luxe pour milliardaires ou chefs d'Etat, maints gadgets correspondant aux snobismes ambiants, ou encore le trop fameux *Chasseur français* ?

Dans une économie socialiste libertaire, une entreprise comme Manufrance serait précieuse et tournerait à plein rendement pour fournir à la population quantité d'objets utiles. Mais qu'espérer de juste, de rationnel, dans la jungle capitaliste dans laquelle nous vivons ? Présenter des solutions, faire des propositions au nom du « réalisme », c'est en fait vouloir intégrer les travailleurs dans le système qui les exploite. Si Manufrance redémarre un jour, sous une autre forme, ce sera avec des capitaux frais, des dirigeants « énergiques et compétents », c'est-à-dire capables de faire suer le bourgeois, d'aggraver l'exploitation des ouvriers et des employés pour rentabiliser les dits capitaux.

Action directe

Alors, nous devons dire aux travailleurs : il n'y a pas, il n'y aura jamais de véritable solution à nos problèmes dans cette société. Nous n'avons pas d'autres choix, dans l'immédiat, que celui de l'action directe, pour rejeter l'exploitation salariale et la misère matérielle et morale du chômage. L'action directe pour refuser de payer les conséquences de la gabegie, de l'incohérence du système, pour refuser les suppressions d'emplois et le blocage des salaires.

Certains travailleurs de Manufrance semblent l'avoir compris, au cours d'une manifestation récente. Ils allumèrent un grand brasier aux portes de la préfecture et firent voler les vitres en éclats. Action symbolique, solitaire certes, mais expression d'une colère qu'on ne pourra peut-être pas canaliser indéfiniment. Il ne faudrait pas que les travailleurs de Manufrance restent isolés. Dans la population stéphanoise, ce n'est pas l'indifférence, mais ce n'est pas non plus la passion. La lassitude peut-être, et aussi les inquiétudes, le repli sur soi, le désir de voir réglées au mieux ses propres difficultés, car de larges secteurs économiques de la région sont touchés par la crise. Et pourtant, c'est dans une telle situation qu'un syndicalisme qui n'aurait pas renié les principes d'origine saisisrait toutes les occasions pour faire comprendre aux individus la nécessité de l'action collective, solidaire. Dans l'immédiat, pour faire reculer le patronat et le pouvoir, ensuite, pour assurer l'indispensable transformation sociale.

S.B. (groupe N. Makhno - St Etienne)

8 octobre

Porte de Pantin

Gala du Monde Libertaire

Dès aujourd'hui, achetez vos billets.

BARRE PRÉPARE LE TERRAIN POUR IMPOSER AUX TRAVAILLEURS DE NOUVEAUX SACRIFICES

Le gouvernement vient de publier le budget pour l'année 1980 ! Je ne suis pas sûr que ce budget soulève beaucoup d'intérêt parmi les travailleurs qui se réclament de la transformation économique et sociale, mais je ne suis pas persuadé qu'ils aient raison ! La situation économique globale d'un pays, sa richesse et, par conséquent, les moyens dont il dispose pour assurer une vie décente des citoyens, sont constitués par son revenu national dont les branches distribuées à travers les industries et les services créent le climat économique et social. Et le budget est justement le baromètre qui permet de situer, d'une part l'état de santé du système économique en place, et d'autre part, le caractère de classe que l'Etat entend maintenir, compte tenu de la conjoncture !

Le budget que nous propose Barre, le meilleur économiste de France selon Giscard, est à la fois un budget de crise et un budget électoral ! Il a pour mission de rassurer l'électeur appelé à faire le bon choix sans engager l'avenir, en conservant une plateforme économique acceptable, pour relancer une politique des sacrifices, une fois le cap présidentiel franchi.

La situation difficile que vivent les économies occidentales ont naturellement des répercussions politiques profondes, voire dangereuses. Les classes dirigeantes sont à l'heure du choix ! Choix douloureux, qui fait éclater les groupes de partis, ceux de gauche comme ceux de droite, et qui ont leurs répercussions, non seulement au sein de ces associations fragiles de partis, mais également à l'intérieur de chacun des partis qui les composent ! ce qui se traduit, à gauche, par un affrontement sans merci entre socialistes et communistes, à droite, par des rapports hargneux entre l'UDF et le RPR, avec, pour aggraver cette situation malsaine, l'agitation des groupuscules politiques marginaux, qui jugent que leur heure est enfin venue ! Les fronts de gauche comme de droite résistent mal à cette turbulence suscitée par le désordre économique qui engendre l'agitation sociale, les partis aussi ! Debré s'oppose à Chirac, Rocard à Mitterrand, alors qu'au PC comme à l'UDF, des personnages restés dans l'ombre commencent à s'agiter, afin de se placer pour être aux premiers rangs lorsque le nouveau président formera un ministère qui renouvellera le personnel politique de la classe dirigeante. Crise politique tapageuse d'où l'ambition personnelle n'est pas absente, mais qui est le fruit de la profonde désorganisation de l'économie, et de l'incertitude quant aux moyens à employer pour sauver l'essentiel.

Ne nous laissons pas détourner par la qualité du décor ou par l'habileté de la mise en place du cirque politique pour l'élection présidentielle du début de l'année prochaine. Derrière tout ce tapage électoral, c'est ce qu'avec raison Debré appelle la guerre économique qui se profile. Si, pour l'instant, ce dérapage se confine à l'agitation politique, aux remous parlementaires et à

l'agitation sociale, lorsqu'il s'aggravera jusqu'à devenir le reflet d'une situation économique inextricable et qu'il débordera des cadres nationaux, ce sont les dangers d'une guerre mondiale qui lui succéderont. Il suffit de regarder ce budget pour constater que les deux faits saillants qui le caractérisent sont, d'une part la relative modération de l'impôt, ce qui vise à favoriser le bon choix électoral qui sera proposé dans quelques mois à l'électeur, et l'augmentation des crédits militaires, de façon à faire face aux périls... comme en 14 ! Mais où est donc cette économie que monsieur Barre mitonne depuis quatre ans et dont le budget est le reflet politique.

La politique de Barre est inchangée et ne changera pas. C'est une politique de classe imposée par la situation malsaine de l'économie libérale. Son but ? Sauvegarder, à travers les difficultés actuelles, les structures économiques libérales de la société contemporaine, quitte à larguer les canards boiteux (voir Manufrance), et mettre l'accent sur les industries de pointe supposées conforter la balance extérieure, source de devises étrangères. Politique au coup pour coup, politique de gribouille ! Les canards boiteux couvrent l'espace industriel et commercial du pays. Ils vivent de façon précaire, mais ils assurent des emplois. Leur disparition multiplie le nombre des chômeurs que, de toute manière, il faudra indemniser, et l'argent qu'on refuse d'une part, il faudra bien le donner d'autre part. Cette liquidation laisse également une place vide (la moto, par exemple) à la concurrence extérieure qui raffe les marchés et ramène cette balance extérieure à ce déficit chronique dont la politique de monsieur Barre prétendait nous sortir, avec naturellement, au bout de ce circuit clos, le retour à une augmentation des demandeurs d'emploi. Ce sont les structures économiques tout entières, construites sur des différenciations de revenus et sur des hiérarchies, moteur, selon monsieur Barre, de la postérité, qui conduisent, à travers une recherche effrénée de la compétitivité, à faire, demain, de ce pays, un désert parsemé de complexes industriels monstrueux, vides de présence humaine, autour desquels vivront des travailleurs assistés. Au slogan, « du travail pour tous » succèdera « du travail pour les hiérarchiques et le minimum vital pour la plèbe réduite à attendre ».

J'exagère à peine ! Nous aurons deux millions de chômeurs dans les années à venir. Ce ne sont pas les anarchistes qui le disent, ce sont les prévisions officielles ! Mais, ce que ce pouvoir ne nous dit pas, c'est que dans leur majorité, ces chômeurs auront dépassé le temps où les organismes les prenaient en charge, où ils se trouveront à la rue, sans ressource, et où, pour éviter la pire, cette économie, mise sur pied par le meilleur économiste de France, au lieu de subvenir à leurs besoins pendant le temps nécessaire à trouver un emploi (six mois à un an), se verra, pour éviter l'aventure, obligée de les indemniser à vie, c'est-à-dire de créer

une société qui se partagera entre les nantis et les miséreux. Et les économies libérales et hiérarchisées donneront alors au monde, le spectacle de leurs compétitions dans des stades appropriés où seront entassés, pour applaudir, des centaines de milliers de chômeurs auxquels on aura offert des billets gratuits ou des tarifs réduits, pour qu'ils viennent brailler tous les quatre ans « Allez, France », et philosopher sur les performances des Platini de l'économie libérale !

Il ne faut pas mélanger les genres ; le but de l'économie

croire au miracle. La discussion sans fin sur la réduction des heures de travail éclaire ce dialogue de sourds où le patronat et l'Etat se passent la main pour lanterner les ouvriers, au point même, qu'à longueur de mois, la revendication s'amenuise pour devenir, des 35 heures recommandées par l'organisation syndicale internationale du travail, un simple aménagement qui, en échange d'une faible réduction annuelle, remet en cause tout acquis des luttes pour les conditions de travail. Que le réformisme accepte, « au nom des dif-

rentrée : y a d' la joie !



n'est pas la performance pour la performance. Le but de la production c'est d'assurer « les moyens matériels et moraux » de la population. Le pays a rempli son programme, non pas lorsqu'il fait voler Concorde, mais lorsqu'il fournit à tous les citoyens le moyen de se déplacer. Or, aujourd'hui, le système n'offre aucune garantie de pouvoir maintenir des conditions d'existence à la population. Monsieur Barre ne sait pas où il va, mais, cramponné à ses certitudes petites bourgeoises héritées de Guizot de Peirere ou de monsieur Thiers, y va sûrement ! Il nous faut l'en empêcher, et pas seulement pour éviter la ségrégation économique, mais également pour des raisons de dignité ! Chacun sait que les manipulations contre nature que subissent et acceptent les milieux populaires pour pouvoir continuer à vivre, créent des « hommes qui s'en foutent » comme l'a si bien dit Chirac, et qui sont susceptibles d'accepter, à la demande, Hitler ou Staline.

Barre ne cédera pas ! Les marins-pêcheurs en ont fait la triste expérience. La marge de discussion qu'il offre est insignifiante. Elle a pour but de faire traîner les conflits pour user les travailleurs en lutte. Il en fut ainsi pour le conflit de la sidérurgie, de Manufrance, etc. Cependant, les dirigeants des centrales syndicales s'obstinent à

difficultés que le pays traverse », d'attendre des jours meilleurs, l'instant où l'âge d'or sera revenu pour arracher quelques avantages, c'est son affaire et ça prouve qu'il a une bonne santé et une certaine dose d'optimisme. Pour nous, les militants anarchistes, conscients de la situation dans laquelle se trouve l'économie de marché, la lutte doit dépasser le cadre de la revendication à partir des possibilités de la branche à laquelle elle est réclamée. Devant l'évolution qui se précise devant nos yeux, nous ne pouvons plus nous contenter du bricolage traditionnel qui tient le peuple en haleine. Deux revendications s'imposent parce qu'elles sont nécessaires, et nous devons les défendre avec acharnement, sans se préoccuper de leur incidence sur la santé du système capitaliste libéral. Ce n'est pas notre affaire à nous, mais à ceux qui nous l'imposent. Ces deux revendications, ce sont d'abord les 35 heures sans diminution de salaire, c'est-à-dire la répartition du travail disponible entre tous. La seconde, c'est le prélèvement de la part des cotisations sociales relevant du patronat, non plus sur le nombre d'employés de cette entreprise, mais sur son chiffre d'affaire, ce qui conduit à faire payer les cotisations sociales par les machines qui, sous prétexte de rentabilité, ont remplacé les travailleurs !

Déstabiliser le pays, son économie, ses routines, son conservatisme est une nécessité révolutionnaire qui s'impose à tous ceux qui veulent transformer la société de classes en une société socialiste libertaire. Barre sait bien que l'économie est la clé de voûte de tout système d'organisation d'une société capitaliste libérale de consommation. Pour redresser un système vieillot qui s'essouffle à suivre le libéralisme allemand et américain, il taille dans le vif sans faire intervenir le problème moral. Il n'hésite pas, pour permettre à la classe dirigeante de se perpétuer, de trancher et de pousser vers le chômage des couches entières de travailleurs. Opposer à ces attaques brutales, des revendications « raisonnables » dans le cadre des officines ouatées du patronat ou de l'Etat, c'est accepter l'inévitable en livrant un baroud d'honneur destiné à sauver la face.

Naturellement, c'est dans les entreprises que se jouera le destin du monde du travail, car aucune perspective réelle ne s'ouvre à travers l'évolution politique du pays. Debré ne propose que le retour au vieux nationalisme étroit qui fut la tarte à la crème des nations développées du début du siècle, animé par l'esprit revenard pour lequel les masses n'étaient que du bétail destiné à faire triompher l'impérialisme. Chirac, c'est, avec des nuances, le système Barre appliqué avec encore plus de brutalité. La gauche est hors de course, tiraillée entre un Marchais stalinien et un Mitterrand renonçant à attaquer le mal par la racine et prêt aux compromissions qui aboutiront à une synthèse entre le capitalisme et une planification se disant socialiste qui laissera en place les différenciations de classes. Seuls les travailleurs peuvent, dans un sursaut, et s'ils dépassent le réformisme congénital des appareils syndicaux, imposer une transformation profonde dans l'organisation du travail, la distribution égalitaire du revenu national, la ponction budgétaire nécessaire à l'égalisation des revenus.

Impossible, diront les uns ; difficile, prétendront les autres. Les citoyens raisonnent à partir de leur situation particulière et répugnent à des structures égalitaires. C'est vrai. Mais ce sont les événements qui commandent et il suffit de consulter les indices pour se rendre compte que, lorsque Barre nous annonce cinq années difficiles, il reste encore en-dessous des prévisions qui se font jour un peu partout.

La politique de la réforme, c'est la politique de l'immobilisme, du combat d'arrière-garde, de l'acceptation programmée des jours qui déchantent. Seule une politique révolutionnaire, décidée à faire face, à épouser l'événement, peut permettre de sortir de ce fameux tunnel dont Barre ne finit pas de voir le bout. Après tout, n'oublions pas que les civilisations sont mortelles. Si nous l'oublions, certaines d'entre elles tendent, dans les sables, leurs bras décharnés pour nous en faire souvenir.

informations internationales

Circulaire à tout le mouvement libertaire

Le texte qui suit est extrait du n° 38 de CNT de juillet 1980, organe de la Confédération Nationale du Travail.

La Fédération Ibérique des Jeunes Libertaies est ce que l'on appelle communément une branche du mouvement libertaire ou famille libertaire, composé de la Confédération Nationale du Travail, la Fédération Anarchiste Ibérique, la Fédération Ibérique des Jeunes Libertaies, Femmes Libres, les Athénées Libertaies, les Ecoles Rationalistes.

La branche de la FIJL, d'après le texte suivant, en est déjà à sa septième réunion de régions.

Etant donné la situation actuelle et l'environnement autoritaire, répressif et de contrôle qui nous entoure, nous nous voyons dans la nécessité de rappeler à tous les anarchistes, une des questions fondamentales de toute organisation qui se veut anarchiste, dans ce cas, la FIJL.

Une fois de plus, nous devons rappeler à tous les compagnons du mouvement libertaire, et en particulier à ceux de certaines fédérations de la FIJL, qu'ils soient intelligents, prudents, et surtout qu'ils gardent le SILENCE.

Cette organisation est illégale, puisqu'elle n'a jamais demandé, ni ne demandera jamais, sa légalisation ! La LIBERTE des personnes, individuellement, et la liberté de s'organiser en groupes d'affinité et de se fédérer postérieurement entre eux, n'est ni négociable, ni discutable. Et surtout, parce que comme ANARCHISTES, nous ne reconnaissons aucune loi distincte des lois ou principes de la nature, puisque nous considérons que toute loi ou principe distinct de la nature des personnes et des choses est AUTORITAIRE, et donc coercitive de la LIBERTE.

Cette illégalité n'est pas un hasard mais une nécessité pour maintenir dans leurs idées et pratique, les essences de l'anarchie. Pour ceci, nous n'acceptons ni n'accepterons de demander une permission à qui que ce soit, dans ce cas, à l'autorité incarnée dans l'Etat, pour qu'il nous permette d'exister si ça lui plaît. Nous ne pensons pas rendre de comptes ou donner connaissance de nos activités ou de notre organisation afin d'échapper, dans la mesure du possible, au contrôle de l'autorité.

Ce qui a été dit précédemment expose clairement que dans tout ce qui est possible, notre action doit être clandestine, puisque c'est l'unique façon de garantir l'absolue LIBERTE d'action de nos groupes. Toutes les facettes de notre vie, notre cohérence et surtout notre sécurité, le recommandent. Nombreux sont nos militants suffisamment connus depuis les premiers moments de la réorganisation de la FIJL ; les convocations interceptées et les compagnons détenus suffisent déjà à notre goût, malgré qu'elles n'aient pas eu, sur le moment, de conséquences graves. Si nous ne faisons pas attention, la prochaine visite que nous ferons sera en prison, parce que l'autorité ne peut pas permettre que l'on échappe à son contrôle, base de son existence.

La FIJL réunit des faits suffisants, devant n'importe quelle législation, présente ou à venir, pour être persécutée sans égard.

Elle prétend détruire l'autorité et établir un système de relations fondé sur la justice et la liberté, sans prendre en compte si les moyens qu'elle emploie sont ou non illégaux, mais plutôt s'ils sont cohérents ou non avec son idée. Nous ne sommes pas encore en danger « immédiat » ; ils ont l'espoir que nous nous intégrions en nous dorant la pilule (les convocations et communications de l'Institut de la Jeunesse aux Jeunes Libertaies via CNT), ou en nous faisant peur (les détentions, les plénums péninsulaires (réunions de régions) ostensiblement surveillés, etc.). Et dans

celle-ci, cette Fédération, cette fédération locale cesserait immédiatement après avoir pris connaissance du fait, tout type de relations avec ces éléments. Considérant qu'elle est une organisation à caractère spécifique, l'inconscience et la légèreté équivalent à la trahison, car elles ont les mêmes conséquences ; elle prendra en compte les mesures de représailles qu'elle considère convenables. Elle exécutera toutes ces actions indépendamment du reste de l'organisation, et elle lancera un appel pour qu'elle prenne, à tous les niveaux, la même position.

Nous nous basons, pour prendre cet accord, sur le principe de base de l'*Ethique Anarchiste* : « Traite les autres comme tu désires être traité ». Cela ne doit pas être confondu avec la loi du Talion. L'éthique anarchiste ne connaît ni obligations, ni sanctions, mais l'auto-défense est, a été et sera une loi NATURELLE, et



le cas où nous n'avalions pas... le bâton.

En tenant compte de tout cela, et devant l'attitude d'inconscience d'une bonne partie des compagnons qui maintiennent des relations avec notre organisation, et ce qui est pire, devant ceux qui sont membres des Jeunes Libertaies et qui omettent les accords qui NOUS RELIENT sur les normes de sécurité, nous nous sommes vus obligés de prendre l'accord suivant :

« la Fédération locale des Jeunes Libertaies de Madrid se voit obligée d'exercer, à partir du moment où cet accord sera publié, le droit inaliénable qu'elle possède de se défendre contre tous ceux qui, dans leurs relations avec la FIJL, ne conservent pas la discrétion nécessaire. Les représailles à prendre seront proportionnelles aux conséquences de l'événement.

Dans le cas trop fréquent où une quelconque Fédération régionale ou ses militants, ou groupes de la FIJL rompent les mesures minimales de sécurité de l'orga-

nisation, nous nous en tenons à elle. L'accord n'est pas excessivement « dur » ni « disproportionné » par rapport à la situation de l'organisation.

Depuis 1978, on a célébré des plénums péninsulaires à caractère plus ou moins régulier, selon les circonstances. Au deuxième plénum, déjà, il y eut des détentions, et le septième ne put avoir lieu, la convocation ayant été interceptée. Il nous semble qu'il s'est accumulé assez d'expériences et surtout suffisamment de coups de bâton, pour devoir commencer à prendre sérieusement notre situation en mains. Nous risquons la LIBERTE de tous et de chacun de nous, et cela devrait être compris par tous.

NATURE, ETHIQUE,
SILENCE ET INTELLIGENCE !
VIVE LE COMMUNISME
ANARCHISTE !

Fédération locale
des Jeunes Libertaies
de Madrid, 14 juin 1980.

Anarcho-syndicalisme :

QUE VEUT L'IFAU ?

Les anarcho-syndicalistes refusent de mettre entre les mains de partis et d'organisations centralisées, la défense de leurs intérêts. Leur raisonnement est le suivant : des groupements politiques de défense et d'intérêts ne sont pas à même de faire aboutir leurs revendications. Ils substituent à ces groupements, l'auto-organisation des travailleurs en groupes autonomes et indépendants qui sont associés entre eux au niveau local, régional et national. Ils ont recours à l'action directe (occupations d'usines, boycott, grèves, etc.) pour parvenir à leurs fins. Mais ils refusent les actions « indirectes », tel le parlementarisme. Le but des anarcho-syndicalistes : l'avènement d'une société, libre de toute autorité, fondée sur l'autogestion. Anti-étatisme, anti-parlementarisme, fédéralisme, démocratie directe (autogestion), action directe, tels sont les principes des anarcho-syndicalistes.

Le point de départ a été la situation du mouvement libertaire en RFA dont les caractéristiques sont le manque d'organisation, la dispersion et l'absence de perspectives des petits groupes et individus. Les contacts entre les groupes sont plus ou moins occasionnels ; ainsi, on ne peut garantir un travail collectif continu entre les régions, que ce soit dans le domaine d'activités communes

ou de campagnes communes.

Nous voyons dans l'anarcho-syndicalisme, la possibilité d'organiser notre travail sur une base libertaire. L'organisation de la discussion ne doit cependant pas être un but en soi, mais doit conduire à l'organisation de la praxis. Nous ne voulons pas devenir un club de la parlotte, mais une organisation économique de lutte. Etant donné que le pouvoir et la force du système capitaliste reposent sur le pouvoir discrétionnaire privé, sur les moyens de production et sur l'exploitation quotidienne des travailleurs, le domaine économique est donc l'amorce principale pour l'établissement d'une résistance anti-capitaliste. Un travail révolutionnaire dans les entreprises atteint le capitalisme, non seulement dans ses formes apparentes, mais également à sa racine. Le premier point vers une organisation du travail, dans les entreprises, sur une pratique anarcho-syndicaliste réelle consiste dans le regroupement des camarades libertaires travaillant dans ces entreprises. A l'heure actuelle, l'IFAU n'est pas une tentative pour organiser les masses, mais c'est le début de l'auto-organisation.

traduit de « Direkte Aktion » n° 20
organe de l'IFAU*

*Initiative Union Libre des Travailleurs.

V^e CONGRES DE L'IFAU

Le congrès de l'IFAU s'est tenu du 24 au 26 mai à Dortmund. Y ont participé les membres de Brême, Diebourg, Dortmund, Hanovre, Cologne, Marburg, Wiesbaden et Wuppertal (des camarades de trois villes plus éloignées n'ont pu assister au congrès), un observateur du camarade Arbeitersolidarität, ainsi qu'un camarade du Tageszeitung.

Entreprise et syndicat

Au centre du congrès figuraient les relations dans l'entreprise et le travail à l'intérieur du syndicat pour lesquels les différents groupes ont fourni un apport important.

Tout d'abord, nous entendons par « travail dans l'entreprise », « tout ce par quoi l'action commune indépendante des camarades progresse, tout ce qui nous mène à notre but ». A partir de ce point de vue se pose naturellement la question de savoir quelle signification on doit donner au travail des conseils d'entreprise et au travail des « responsables ».

La problématique réside dans le fait que :

- dans les grandes entreprises particulièrement, les conseils d'entreprise, en raison de leur position, sont très éloignés du personnel ;
- de nombreux camarades délèguent à la légère leur propre responsabilité à des représentants élus. Une autorité progressive de tels conseils se développe donc obligatoirement.

En dépit de la situation particulière dans les petites entreprises ou dans des sections isolées où les représentants élus peuvent être contrôlés plus facilement, nous refusons fondamentalement n'importe quelle forme de politique de représentation, « vu qu'elle favorise la passivité et la léthargie persistante, et qu'elle ne conduit pas à des actions indépendantes » (citation tirée de *Thèses pour le Travail dans l'Entreprise*). D'où la nécessité d'opposer à des institutions telles que les conseils d'entreprise qui ont été acceptés, par principe, par la majorité des travailleurs, des activités de la base.

Il est important :

- de ne pas s'adresser aux autres travailleurs comme le font les bureaucrates élus, mais de leur parler en tant que gens également concernés ;
- de participer, par exemple, en tant que camarades actifs, à des rencontres de « responsables » et à des cours de formation syndicale, de manière à créer un lien d'information entre les travailleurs, au niveau de l'entreprise ou de la branche particulière, afin que le « res-

ponsable » ou le bureaucrate ne puisse plus prendre des décisions à notre insu, derrière des portes closes.

Bien entendu, nous ne considérons pas ces différents points comme des recettes toutes prêtes, mais comme des possibilités et des amorces pour parvenir à un travail dans l'entreprise orienté vers la praxis, et proche de la base. Nous refusons de mettre par écrit des manières d'agir très précises, en raison des conditions de travail et des expériences particulières de chaque secteur.

A partir de nos réflexions, nous avons composé une brochure sur le syndicat DGB qui sera publiée dans quelques semaines, après le remaniement de certains chapitres. Il en sera de même pour la version actuelle de notre base de travail » qui contient nos principes et nos résolutions les plus importantes.

Internationalisme

On a fait quelques propositions sur le travail en commun à un niveau international qui ont été soumises au secrétariat de l'AIT. A ce propos, nous avons soutenu financièrement la section norvégienne de l'AIT pour son action de solidarité avec le Chili. (Voir *Direkte Aktion*, n° 18 et 19).

Généralités

L'ancien comité national a été déchargé de ses fonctions à l'unanimité, après lecture de son compte-rendu de gestion qui fut suivie d'une discussion. Nous tenons encore à remercier les camarades pour le travail effectué, et nous souhaitons bonne chance au nouveau comité national.

Abstraction faite, au début, d'une discussion sans intérêt au sujet de certains « observateurs », le congrès s'est tenu dans une atmosphère tout à fait solidaire. Ceci est, avant tout, dû au fait que les camarades présents ne trouvaient aucun intérêt à revenir sur des points maintes fois discutés en ce qui concerne nos principes ou à s'apostropher grossièrement. Ils se sont plutôt tournés vers des sujets qui permettent d'échanger les expériences et les réflexions afin de trouver de nouvelles idées et stimulations pour leur travail propre, une fois retournés chez eux.

A côté de cette partie « officielle », nous nous sommes bien entendu retrouvés, au soir du congrès, dans une ambiance gaie et détendue.

Le déroulement de ce congrès a été à la fois encourageant et nécessaire.

Les participants de Dortmund
au V^e congrès
(Traduit de *Direkte Aktion* n° 20)



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

SEUL DANS LA VIE A 14 ANS

(1^{er} volume : Le Feu sacré)

Par Henri Poulaille — Ed. Stock

CETTE œuvre posthume du grand écrivain prolétarien a une histoire que nous comptons, dans une excellente préface, Michel Ragon. Il s'agit de trois tomes de la grande fresque sur la vie des travailleurs dans le premier tiers de ce siècle que Poulaille avait entrepris d'écrire. Ces ouvrages font suite au « Pain quotidien » et aux « Damnés de la Terre », ses chefs-d'œuvre, et ils précèdent « Pain de Soldat » et « Les Rescapés ». Marqué par la guerre, Poulaille avait laissé de côté cette période de l'immédiat avant-guerre (celle de 1914) pour écrire ses souvenirs sur l'effroyable tuerie à laquelle il avait participé. « Seul dans la Vie » complètera cette œuvre magistrale que Stock a entrepris de rééditer.

« Le Feu sacré », le premier volume de cette suite qui en comptera trois, continue ce récit amorcé dans les deux premiers livres qui nous contaient, à travers l'existence d'une famille ouvrière, les Magneux, la vie précaire des populations, les difficultés des organisations ouvrières du début du siècle, les tourments des militants pourchassés par les patrons, par la flicaille, par le pouvoir ! L'espoir aussi que représentait pour le peuple, la CGT syndicaliste révolutionnaire qui avait pris son élan et que rien ne semblait devoir arrêter ! Magneux, personnage central du « Pain quotidien », qui mourra, victime d'un accident du travail, est une des plus belles figures que la littérature ouvrière ait créées.

Dans « Le Feu sacré », le fils Magneux, Loulou (Henri Poulaille), resté orphelin à quatorze ans, va devoir faire l'apprentissage de la vie, en gagnant son pain, a écrit Maxime Gorki dont l'œuvre s'apparente à celle de Poulaille. De nos jours, on imagine mal ce que pouvait être la condition d'un enfant qui, sitôt son certificat d'études, était placé chez un patron pour apprendre un métier. Cette existence, l'auteur va nous la décrire, en l'inscrivant sur une toile de fond qui nous restitue la vie de tous les jours du petit peuple de Paris, le grouillement des quartiers populaires. C'est une page de cette histoire, que les facilités de la vie contemporaine nous ont fait oublier, qui défile devant nos yeux.

Pendant, le centre de cet ouvrage, c'est le livre, ce livre qui à cette époque où l'audiovisuel n'existait pas, conduit

toute les réflexions de l'élite ouvrière. Poulaille, fils d'une famille ouvrière, deviendra un écrivain, puis un éditeur, ne l'oublions pas ! Loulou a soif de lecture et il sent confusément que c'est par le livre, c'est-à-dire par la connaissance, qu'il échappera aux servitudes qui écrasent les travailleurs. Pour ma part, ce n'est pas sans attendrissement que je vois, au cours de ces pages, l'enfant acheter des livres avec le peu d'argent que lui rapporte son travail. Au hasard de ses lectures, il va découvrir Elise Reclus, Hans Ryner, Jean Grave, Kropotkine, la littérature révolutionnaire d'abord, la littérature anarchiste ensuite, la littérature classique enfin. Et c'est tout naturellement que ses lectures, comme le souvenir de son père, le conduiront vers le mouvement ouvrier. C'est le chemin qu'empruntèrent nombre de militants de ma génération. Et l'histoire de Loulou pourrait être la nôtre !

Loulou va faire le tour des groupements politiques qui se réclament du socialisme, pour finalement rejoindre les milieux anarchistes. Il va fréquenter les milieux libres, la librairie de Jean Grave, courir les réunions. L'horizon politique s'assombrit, les luttes sociales s'exaspèrent, l'ombre de Bonnot se profile lorsqu'on tourne les dernières pages de ce livre. Dans deux autres ouvrages en préparation « Vivre sa vie » et « La Fin d'une Époque », Louis Magneux va finir son apprentissage de militant et d'écrivain anarchiste. La guerre pointe à l'horizon et les hommes vont mourir par centaines de milliers pour ne pas avoir compris la leçon du charpentier Magneux !

Il faut lire Henri Poulaille, l'écrivain magnifique des luttes ouvrières ! Il est des nôtres ! Il a écrit pour nous, les syndicalistes révolutionnaires, les anarchistes ! Mais il faut le lire également parce que c'est un écrivain, et un des meilleurs, au langage précis, à la phrase courte, au dialogue incisif. Son œuvre était devenue introuvable. Aujourd'hui, Stock a entrepris de la rééditer tout entière. Nous ne devons pas laisser passer l'occasion de la faire connaître à une jeunesse qui en grande partie l'ignore et qui puisera dans ces pages exaltantes, une raison supplémentaire de continuer la lutte pour la libération des classes asservies par le capital et par le pouvoir.

EN VENTE A PUBLICO : 60 F

NOTES DE LECTURE

La voix de Wounded Knee

Édité par le CESIA

Wounded Knee, Sud Dakota, hiver 1890 : l'armée américaine massacre 300 Indiens, hommes, femmes et enfants.

Wounded Knee, 1973, sur l'actuelle réserve de Pine Ridge, plusieurs centaines de sioux Oglalas sont encerclés par l'armée américaine, les troupes aéroportées, le Pentagone, le FBI et la milice tribale, durant un siège de 72 jours.

L'occupation de Wounded Knee en 1973 est un moment d'histoire important, non seulement pour les peuples natifs, mais aussi pour tous ceux qui sont attentifs à cette terre et à cette vie.

Récit de l'occupation de Wounded Knee par les participants eux-mêmes, ce livre a été réalisé uniquement à partir des enregistrements, photos et documents recueillis sur place : il reconstitue le siège semaine après semaine, les principales batailles et les conversations enregistrées dans le feu de l'action, les interviews, conférences de presse, rapport du FBI et les négociations entre la nation Sioux Oglala indépendante et le gouvernement US. Les témoignages d'hommes et de femmes, de Wounded Knee et d'autres tribus, racontent l'histoire passée, le massacre, la vie quotidienne dans la réserve et pendant l'occupation, le mode de vie indien.

Ce livre est essentiel pour comprendre cet événement-phase de la résistance indienne qu'est Wounded Knee et, à travers lui, l'histoire passée et présente de cette résistance dans tous les Etats-Unis.

Telle est la présentation du livre par l'éditeur, et comme j'y souscris entièrement, on me par-

donnera de m'être contenté de la reproduire. Une remarque supplémentaire toutefois : ce livre est beau et d'une compréhension aisée. Véritable trait d'union entre le passé, le présent et l'avenir, il ne se contente pas de décrire un événement donné : en rappelant ce qui a précédé et en annonçant ce qui ne manquera pas de suivre, il donne à l'occupation de Wounded Knee la dimension historique qui est la sienne : celle de la résistance indienne aux Etats-Unis. Une résistance qui a été, qui est et qui sera, jusqu'à la victoire finale car, comme l'avait fort bien dit Crazy-Horse : « On peut tuer les hommes, on ne peut pas tuer l'esprit des hommes ».

Bref, un livre à lire et à faire lire par tous ceux qui ont choisi le camp des opprimés et qui, comme les Indiens, se battent pour une « société contre l'Etat » (1).

Deux mots enfin sur les éditeurs. Le CISIA (2) a été créé en 1977 pour soutenir et populariser la lutte du peuple indien dans les Amériques. En relation étroite et suivie avec le journal « Akwesasne Notes », les Mowkaws, des écoles de survie, et les comités de soutien aux Indiens au niveau international, il a réalisé et continue de réaliser un énorme travail d'information. Le présent livre en est la preuve : 265 pages, 275 photos, et tout ça pour la modique somme de 50 balles.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Selon la formule célèbre de P. Clastres.

(2) Comité d'information et de soutien aux Indiens d'Amérique. 2 A, boulevard Sourville, 44 000 NANTES.

ON NOUS A FAIT ECOUTER...

ARFOLK SB500 AR/220 - IRWIN : un disque d'arrangements de Traditionnels irlandais (et un écossais) ; avec cela : deux compositions du groupe (sans vaine flatterie : les meilleurs morceaux).

IRWIN, un groupe de cinq musicien (nes) ; Michel FREDERIC, Magda EON, Jean-Marie DAEL, Pascal LAINE, et Hervé LELIAS, s'accompagnent, outre leurs voix, d'une dizaine d'instruments électriques (harpe celtique, flûte traversière, concertina...).

A écouter et réécouter, pour les amateurs de brume iodée, de landes et de bière brune.

Gérard CARAMARO

DE PASSAGE...

A la GAITE-MONTPARNASSE, 26, rue de la Gaité, Paris 14^e ; tél. 533-42-21). Tout plein de copains et de copines à nous s'y produisent :

— Alain MEILLAND et son spectacle « V... comme Vian », musique de Paul CASTAGNIER. On a prévu un entretien avec eux pour le prochain M.L. Pour ce qui est du spectacle, cf. M.L. n° 353, 366 et 368, comme promis. A 22 h., tous les jours jusqu'au 4 octobre inclus (sauf dimanches et lundis).

— RUFUS (cf. M.L. n° 363). « Enfant trouvé à emporter » ; à voir et revoir si on ne tient pas à mourir frustré. Il y a eu des remaniements dans ce spectacle, depuis juillet : Popaul (vous savez, Castagnier...) a refait la musique. De toute façon, on reparlera de tout cela avec Rufus soi-même (dans le prochain M.L. ?). A 20 h 15 jusqu'au 4 octobre, à 22 h à partir de cette date.

— MAMA BEA TEKIELSKI y grondera, du 6 au 19 octobre, à 20 h 15 (dimanches à 17 h 30). (Elle sera également le 30 septembre à 20 h 30, au TEP : 17, rue Malte-Brun, Paris 20^e... mais chut !)

— Philippe Val... on ne vous dit que ça ! Du 21 au 26 octobre à 20 h 15.

N'oubliez pas de brandir votre M.L. à la caisse pour réduction (sauf les samedis, alors là, vous charriez un peu...)

A LA COUR DES MIRACLES (23, avenue du Maine, Paris 15^e ; tél. 548-85-60). On y jasse encore jusqu'au 30 septembre, et il y en a pour tous les goûts.

Gérard CARAMARO

Trompette et Bourguignon

Elle trompette, lui Bourguignon, accompagnés par le trio PZU, le tout forme une équipe fort sympathique qui nous vient de notre région.

Loin du Show-Biss, et sortant des sentiers battus, ils nous font découvrir, tour à tour, à travers leurs chansons, humour, révolte, absurdité et délire, le tout dans une simplicité égale à eux-mêmes.

Leur premier disque, qu'ils viennent de sortir (après maintes difficultés), est là pour nous démontrer tout cela.

Un disque à écouter et à faire écouter. 33 tours : disques Pierre Verany, distribué par Carrère.

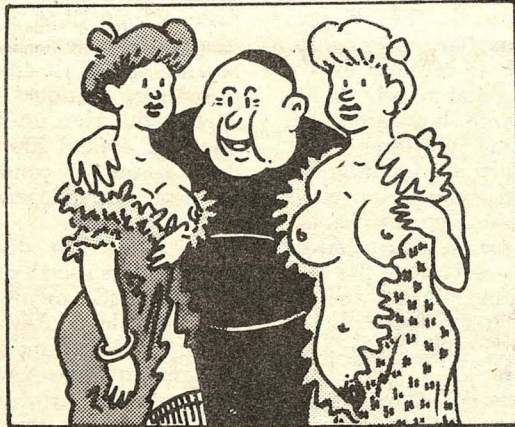
Région Toulonnaise

- Djamel Allam, le 23 à Besançon.
- François Béanger, le 26 à Auxerre et le 28 à Lille.
- Imago, le 23 à Rennes et le 27 à St Lô.

Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux

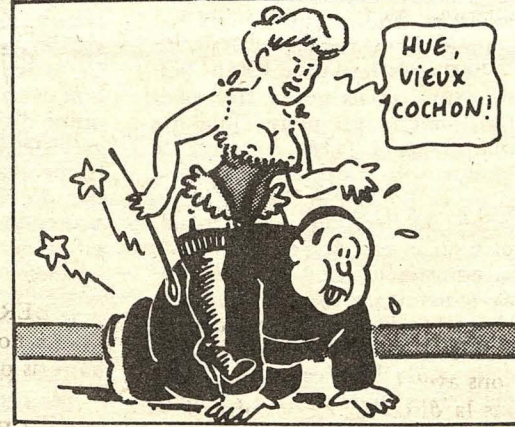


Entre ses mains, la ligne de « l'Action Syndicale » changea un tantinet. Faut dire que Broutchoux ne s'embarfrotait pas trop d'idéologie et de grands blablas théoriques, mais affectionnait les histoires croquignolottes qu'on lui rapportait sur le compte de ses ennemis. Ainsi, dans les colonnes de l'Action Benoît et Fernande jaspinaient en long et en large des



aventures galantes du « Czar de Lens » (Basly), se payait la poire de Casimir Beugnet dont le penchant pour le Beaujolpif était notoire ou encore en racontaient des salées sur le compte des ratichons de la région. L'un d'eux était descendu à Arras pour une retraite ecclésiastique et s'était installé peinar dans un hôtel

par Phil et Callens



près de la gare, accompagné de deux gonesses plutôt girondes qu'il faisait passer pour ses nièces. Tu parles ! En fait de nièces, il s'agissait de deux gagneuses déléguées avec qui l'ensoutanné jouait à « Viens voir le petit Jésus dans sa crèche... ». Une feuille de choux locale. « l'Avenir d'Arras » s'était indignée devant « ces actes que la morale réprouve ».

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes

et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens

Ed. Le dernier

Terrain Vague

LA PHILOSOPHIE

SOCIALE

de P.J. PROUDHON

Pierre HAUBTMANN

En vente à Publico : 60 F

Dossier Pologne (1^e partie)

La classe ouvrière polonaise (1956-1980)



La propagande le dit : l'URSS et les pays de l'Est sont de véritables États ouvriers, le paradis de la classe ouvrière. Malheureusement, les travailleurs pensent le contraire et ils le font savoir, comme en RDA en 53, en Hongrie en 56, en Tchécoslovaquie en 68, en Pologne en 56, en 70-71, en 76, en 80. La classe ouvrière polonaise est la plus active, la plus organisée, dans le combat contre la bureaucratie communiste. Alors que, dans les autres pays, les mouvements ouvriers sont, soit inexistantes, soit récupérés et étouffés, soit à leur tout début avec la création des syndicats libres, les travailleurs polonais ont une solide tradition de lutte sous le socialisme. En 24 ans, ils se sont payés le luxe de quatre révoltes, et ils n'ont jamais été vaincus à défaut d'être vainqueurs. C'est d'ailleurs ce qui fait leur force, car à chaque fois, leur lutte est plus mûre et obtient des résultats plus tangibles : d'une révolte d'une ville en 56, ils sont passés à une vague de grèves qui secoue tout le pays, avec une organisation des grévistes à l'échelle des villes et même des régions, en passant par une insurrection écrasée dans le sang mais qui a amené les premières tentatives d'organisation, et une révolte qui a fait immédiatement reculer le pouvoir et qui a permis le développement d'une opposition qui a joué un rôle important dans le déclenchement et dans le déroulement des derniers événements.

C'est là toute la force de la classe ouvrière polonaise : son auto-organisation. Face à un État qui proclame son identité avec les intérêts des ouvriers pour leur retirer toute représentation indépendante, et donc pour mieux les opprimer et les exploiter, la meilleure arme des travailleurs est de s'organiser en dehors de l'État-Parti. Car l'atomisation de la classe ouvrière, en empêchant son auto-organisation, est la base principale du régime. C'est pourquoi la lutte des travailleurs polonais, bien que toujours déclenchée par des facteurs économiques, est profondément politique.

Pourtant, si l'idée d'auto-organisation ouvrière et celle d'auto-organisation de la société défendue par l'opposition nient inconsciemment l'État, et si, poussées à fond dans leurs conséquences, elles peuvent amener une société de type libertaire, elles peuvent aussi être interprétées de toute autre manière. Ainsi, la revendication des syndicats libres ne s'accompagne pas de la contestation du régime en place : le syndicat doit simplement empêcher les abus de pouvoir dont les ouvriers sont victimes, et rien de plus : son rôle est celui de médiateur entre l'ouvrier et l'État-patron. L'importante influence de l'Église dans toutes les couches de la société permet aussi de douter que les grévistes tirent les conclusions les plus radicales possibles de leurs actions et de leur expérience. Il ne faut donc pas sublimer la classe ouvrière polonaise en lui prêtant des desseins révolutionnaires qui sont plutôt contenus inconsciemment dans ses actes et qui ne sont pas sa source d'inspiration directe dans son combat contre la bureaucratie communiste au

pouvoir. Mais il ne faut pas non plus minimiser ses combats qui sont l'expression la plus consciente et la plus radicale, car la plus organisée, de la lutte des classes dans ces pays « socialistes » qui l'ont, soi-disant abolie en les faisant disparaître.

Les révoltes ouvrières polonaises ont toujours eu comme point de départ des revendications économiques. Cela fait dire à certains que ce sont des révoltes de la faim qui nous ramènent en plein XIX^e siècle. C'est totalement faux : si ce sont effectivement des raisons économiques qui déclenchent les mouvements revendicatifs, ceux-ci dévient très vite vers le politique. Les ouvriers polonais se battent pour le pain et pour la liberté. De surcroît, les moments les plus révolutionnaires de leurs luttes ont des résonances très actuelles et n'ont rien à voir avec celles du siècle dernier. En 1956, en 1970-1971, en 1976, en 1980, on retrouve des attitudes très radicales face au pouvoir, aux forces de répression, à la marchandise, à l'information, à l'auto-organisation ouvrière, attitudes qui ont créé une tradition de lutte, qui ont donné conscience de leur force aux travailleurs, qui conditionnent aussi les mouvements qui suivent, en leur montrant la meilleure réponse à chaque problème qui se pose.

Du fait de l'absence d'organismes médiateurs entre l'État-Parti et le reste de la société, les mouvements sociaux en Pologne sont très violents et sont le résultat de l'accumulation du mécontentement. Ce sont des mesures économiques qui déclenchent la crise : les bureaucrates sont incapables, du fait de la déformation systématique de toute information, qu'elle descende vers la base ou monte vers le sommet, d'apprécier la situation réelle du pays. Aussi, les mesures économiques trop brutales qu'ils prennent ont des conséquences imprévues. Les mouvements qu'ils déclenchent ainsi, en réduisant le niveau de vie par des baisses de salaires ou des hausses de prix, sont très profonds et touchent de larges couches de la population : les ouvriers, mais aussi les femmes et les jeunes qui bien souvent sont les plus radicaux. Et quand ces luttes éclatent, elles en viennent très vite à contester le statu quo en place, si défavorable aux travailleurs, en s'attaquant aux bases mêmes du régime.

Les vrais responsables de leur situation, et ils ne s'y trompent pas, sont la première cible des manifestants. Très souvent, le bâtiment du Parti, symbole de la classe au pouvoir et lieu des vraies prises de décision, est attaqué, pillé ou incendié. Les travailleurs savent très bien où est le centre du pouvoir, et c'est le premier objectif de leur colère. A Gdansk, en 1970, le bâtiment du Comité régional du Parti est incendié par des jeunes, tout comme à Elblag et à Szczecin. En 1976, à Radom, il est assiégé et pillé. Le Parti est aussi renié par ses membres qui sont du côté des manifestants avec sincérité : toujours à Radom, les cartes du Parti, appartenant aux manifestants, brûlaient devant le bâtiment en train d'être attaqué.

Mais, les bureaucrates en personnes sont aussi violemment pris à partie : leur autorité est contestée, leur sincérité est mise en doute, ils sont l'objet du mépris de la foule et parfois de sa colère meurtrière. Le bureaucrate régional, tyranneau local protégé par le régime et qui est chargé de commander et d'exploiter directement les travailleurs, est le plus haï, et généralement le plus malmené lors des explosions de colère. C'est d'ailleurs lui qui est très vite sacrifié aux ouvriers en colère par le centre, désireux de calmer les esprits pour reprendre la situation en main : il est bien souvent déplacé ou limogé. Il connaît des sorts divers de la part de la foule. Il peut repartir en sous-vêtements pour avoir insulté les ouvriers alors qu'il venait parlementer, comme à Radom en 1976 : son costume du prix d'un mois de salaire d'un ouvrier lui avait été arraché par la foule... Il peut rester bloqué par la foule dans son bâtiment en flammes, ou voir sa villa incendiée. Il peut aussi être pendu, comme ce directeur d'une usine d'Elblag en 1970, pour avoir traité les grévistes de bandits et de gangsters, et sûrement pour son attitude avant l'insurrection.

Si les bureaucrates locaux, directement en contact avec les travailleurs et considérés par eux comme les responsables directs des brimades et des injustices quotidiennes, sont les premières victimes de leur colère, ils savent cependant que les vrais responsables sont à Varsovie, et ils ne leur témoignent pas plus de respect. Le premier secrétaire, le gouvernement et toute la clique qui les entoure, malgré ou à cause de l'encensement de la propagande, sont très mal considérés par les ouvriers. Gierek sera forcé, en 1971, de venir négocier avec les grévistes de Szczecin qui, en 5 heures de discussion, lui enverront à la figure toute leur vie de misère. Le premier ministre ira à Gdansk et à Lodz, où les ouvriers en grève, à la question *nous aiderez-vous* lui répondent *aidez-nous d'abord* et feront annuler la hausse des prix. Le mouvement de cette année est, à cet égard, encore plus significatif : lors du discours « très important » de Gierek, le comité de grève de Gdansk reprendra ses travaux en l'interrompant, pour « passer aux choses sérieuses ». Les bonnes vieilles valeurs foutent le camp. Cette attitude se retrouve lors du bon coup de balai au sein de l'équipe dirigeante, le 25 août : les grévistes restent indifférents, car la vie du Parti ne les intéresse pas. Le Parti les exploite, et ils n'attendent plus rien du changement de personnel qui change les têtes mais ne change pas l'essence du régime. Par les anciens maîtres ou par les nouveaux, ils ont conscience qu'ils seront toujours exploités.

Les organes de répression, et la milice en particulier, sont une autre cible privilégiée des ouvriers, et c'est compréhensible. La milice représente le bras armé du Parti, le bâton qu'il brandit pour imposer ses lois et ses décisions. C'est l'arbitraire, la coercition quotidienne. La milice a tous les droits, et elle en abuse : il ne faut

donc pas s'étonner de la haine que la population lui porte, ni de son peu de considération. En 1971 à Szczecin, le ministre de l'Intérieur venu avec Gierek, ose faire du recrutement pour sa milice : il y a 5000 postes à pourvoir.

Lorsque les révoltes éclatent, la milice est généralement incapable de les contenir et de les réprimer : il faut faire appel à des unités spéciales, entraînées à cet effet. Les gens n'ont plus peur, et comme le pouvoir de la milice vient de cette peur, elle est complètement impuissante. A Gdansk, en 1970, la foule rit quand les soldats tirent une salve d'avertissement, et elle attaque les tanks à mains nues, indifférente aux coups de feu. Dans la même ville, en 1976, un ouvrier déclare qu'il préfère les balles plutôt que de se faire avoir par les autorités. Bien souvent, la milice, en ouvrant le feu, renforce la détermination des émeutiers au lieu de les intimider et de les disperser.

Si à chaque fois il y a de nombreux morts parmi les ouvriers, la milice paie aussi un lourd tribut. Ses voitures sont incendiées, parfois avec ses occupants. Ses bâtiments sont assiégés et pris d'assaut, pour se procurer des armes, ou pour délivrer les prisonniers qui s'y trouvent. Mais ce sont les miliciens en personne qui sont la cible privilégiée : ils sont agressés après avoir été attirés dans des endroits solitaires ; ils sont attaqués à coups de couteaux à cran d'arrêt, de pierres, de rasoirs ; ils sont brûlés vifs dans les incendies de locaux ; ils sont pendus quand ils tombent aux mains de la foule. Il ne fait pas bon être milicien quand les travailleurs deviennent les vrais maîtres de la rue.

La prison est aussi un lieu qui est très souvent attaqué. Cela s'explique très bien par son caractère de symbole de la répression, et par le fait que très souvent, les délégations ouvrières envoyées pour négocier avec le pouvoir sont arrêtées et incarcérées. Quand les prisons sont prises, comme à Poznan en 1956, tous les détenus sont libérés. Mais elles sont beaucoup mieux défendues que les immeubles du Parti, et elles tombent rarement aux mains des manifestants. Cette année, la confrontation s'est déroulée dans l'entreprise et non dans la rue, mais les grévistes ont inclus dans leurs revendications, la libération des prisonniers politiques. Le pouvoir a répondu avec un air outragé que tous étaient des détenus de droit commun, condamnés par des tribunaux indépendants. Vous avez dit justice ?

Le motif qui déclenche les mouvements sociaux en Pologne est toujours le même : la baisse du niveau de vie. Dans une société qui ne connaît qu'un rudiment de consommation à l'occidentale, où l'approvisionnement, en viande notamment, est toujours déficient, les réactions de pillage et de distribution de la marchandise, qui montre un niveau de conscience plus élevé, sont systématiques à chaque révolte ouvrière. Le pillage des magasins suit de très près le déclenchement de l'émeute dans les secteurs que

la milice ne contrôle plus. Des rues entières sont pillées et les pertes se chiffrent par millions de zlotys. Mais le pillage est entaché d'ambiguïté : il y a des éléments qui n'ont rien de commun avec les grévistes et qui ne voient là qu'une bonne affaire. A Radom en 1976, des provocateurs ont même commencé à piller pour détourner les manifestants des barricades et de la lutte contre la milice. Mais dans certains cas, au lieu d'un pillage égoïste, il y a la distribution, par les émeutiers, des marchandises tombées entre leurs mains. Cette attitude altruiste et égalitaire est apparue spontanément en 1976, à Ursus comme à Radom, où des tonnes de viande, d'œufs, ont été distribuées à tous, par ceux qui s'en étaient emparés.

Un autre pilier du régime est violemment attaqué lors des mouvements populaires de diverses manières : le monopole de l'information. Les travailleurs ne font plus confiance depuis longtemps aux médias officielles et à leur langue de bois. Ils savent très bien que tout n'est qu'un tissu de mensonges. L'écoute des radios occidentales, le développement de la presse parallèle d'opposition non censurée ces dernières années, en sont la preuve flagrante. Les grévistes exigent toujours la publication de leurs revendications dans la presse ou leur lecture à la radio ou à la télévision. Ils ne sont jamais satisfaits, au mieux, elles passent dans les médias locales. En effet, informer honnêtement tout le pays sur les revendications de gens que l'on traite le plus souvent de bandits, d'anarchistes et d'éléments anti-socialistes comporte des dangers certains de contagion. Les ouvriers ne sont pas dupes non plus des promesses du pouvoir : ils organisent la circulation de l'information avec leurs possibilités restreintes : panneaux muraux, distribution de tracts, éditions de journaux d'entreprise, utilisation des radios d'entreprise, contacts directs avec d'autres entreprises de la région ou du pays, siège des émetteurs locaux de radios. A Szczecin en 1970-71, le journal local reparut sous le contrôle du comité de grève pour que l'information puisse circuler partout. Il y a aussi des réactions violentes de défoulement : les kiosques à journaux et les maisons de presse sont souvent incendiés lors des émeutes.

Cette question de l'information qui semble secondaire pendant des événements aussi graves que ces révoltes ouvrières est pourtant un facteur-clé d'aggravation ou de diminution de la tension. Une fausse information (manipulation) d'une réunion des chantiers navals va déclencher à Szczecin, en 1971, une grève très dure qui ne s'arrêtera qu'avec la venue, en personne, de Gierek. Une des concessions du pouvoir que les grévistes de Gdansk ont salué comme une victoire importante, est la retransmission, à la télévision, d'un résumé d'une heure des séances de négociation entre le MKS et la commission gouvernementale. C'est un mode d'utilisation de la télévision vraiment nouveau à l'Est.